Communiqué de la CNT

Le jeudi 22 mars, des étudiant-e-s, suite à une décision d'AG, occupent un amphithéâtre de la faculté de droit et de sciences politiques de Montpellier, dans le cadre des mobilisations massives dans la France entière contre les nouvelles attaques sociales de Macron et de son gouvernement contre les services publics, notamment la réforme du lycée et de l'enseignement supérieur.

Le soir venu, un groupe de 10-15 personnes cagoulées et armées de barres de bois et de taser, pénètrent dans l'amphithéâtre. S'ensuit un déluge de violence contre les étudiant.es occupant l'amphi. De nombreux témoignages attestent que le doyen Philippe Pétel a ouvert la porte au commando, et applaudissait quand les coups pleuvaient.

Plusieurs étudiant-e-s seront évacué.es vers l'hôpital. Points de sutures, entorses, hématomes au crâne, tel est le tribut payé par ces étudiant-e-s qui luttent pour leurs droits et pour les nôtres.

Philippe Pétel, doyen de la faculté, refuse de condamner les attaques, se montrant même complaisant avec cette milice paramilitaire. La préfecture, la rectrice, l'administration, les ministères adoptent une position timorée, fidèles à leurs habitudes de traîtres, de lâches et de complices.

La police, présente à l'extérieur, n'est pas intervenue durant l'agression. D'où tenait-elle ses directives ? Depuis, sur des sites fascistes, certains ont désigné des membres du GUD (Groupe Union Défense), groupe d'extrême-droite particulièrement violent et officiellement dissous) comme faisant partie des agresseurs…

La semaine dernière déjà, le vendredi 16 mars, le lycée autogéré de Paris a été attaqué en plein jour par une dizaine d'individus se réclamant également du GUD. En opposition aux pratiques pédagogiques libertaires et émancipatrices du lycée, les individus effectuent des saluts nazis, insultent, jettent des projectiles contre le bâtiment et agressent deux élèves qui seront blessé-e-s.

À présent, les fascistes ne craignent plus de se montrer en plein jour et en pleine nuit dans les lieux publics, les rues, les universités, dans leurs locaux qui fleurissent un peu partout (Aix-en-Provence, Chambéry, Lyon, Strasbourg…), avec la complaisance des autorités.

Quoi de plus normal : l'extrême droite tente parfois de se recouvrir d'un vernis « anti-système », mais le fond de son idéologie est profondément opposé aux intérêts de la classe ouvrière, elle n'est que le bras armé du Capital et des classes dirigeantes, comme on l'a vu à Montpellier.

La répression contre toute forme de contestation du pouvoir et de ses réformes antisociale enfle et se déchaîne contre les militant-e-s, les précaires, les opprimé-e-s, instituant un peu plus chaque jour un État policier de plus en plus décomplexé, qui aboutit à ce qu'un doyen de fac se sente le droit de faire appel à des milices fascistes s'il estime que les flics n'agissent pas assez vite pour mettre fin à une occupation…

Lors de manifestations contre les lois Macron, les forces répressives de l'État avaient également visiblement pour directives de frapper fort et de faire des exemples, avec des charges d'une rare violence.

Il s'agit d'une politique de terreur visant à décourager la mobilisation. Les travailleuses et les travailleurs ne doivent pas céder à l'intimidation. Plus que jamais, nos droits sociaux, nos acquis historiques, nos libertés fondamentales, sont menacés.

Quand la bourgeoisie se sent assez forte pour attaquer nos droits, assez forte pour avoir recourt à

des moyens aussi indignes, il est primordial que les travailleuses et les travailleurs fassent preuve de la plus grande vigilance et s’organisent pour riposter collectivement.

Face à la bourgeoisie, face aux fascistes, nous ne reculerons pas. Ils ne passeront pas.

LA CNT